

Introduction

Les séismes qui ont secoué les Bourses et les banques durant les « septembre et octobre noirs » de l'année 2008 ont précipité la fin d'une ère du capitalisme. Le système financier international a été ébranlé comme jamais. Pis qu'en 1929. Certains ont affirmé que le monde était passé « à un millimètre du gouffre, à un millimètre de l'explosion atomique économique¹ ». C'était faux. Il n'est pas passé à un millimètre ; il a directement plongé dans la plus terrible des crises systémiques... Et l'apocalypse est loin d'être terminée : la crise s'est transformée en récession globale ; la déflation menace ; le monde s'achemine vraisemblablement vers une nouvelle Grande Dépression. Avec son douloureux cortège de destructions sociales.

L'État et la politique reviennent. Partout, les gouvernements montent en première ligne. Ils retrouvent leur

1. Alain Minc, sur France Inter, le 23 septembre 2008. Accessible sur le site http://www.dailymotion.com/video/x6uern_alain-minc-france-inter_news

Le Krach parfait

fonction d'acteurs majeurs du champ économique; nationalisent des établissements financiers; injectent des liquidités; multiplient les plans de relance. Bref, ils se substituent au marché défaillant. Même la géopolitique internationale s'en trouve bouleversée.

Déjà, aux États-Unis, la crise a permis l'impensable : l'élection de Barack H. Obama, un Afro-Américain, à la présidence. Mais la tâche du nouveau président ne sera pas facile. Parce que l'ère Bush a marqué l'apogée de l'hégémonie mondiale des États-Unis et que cet hyper-pouvoir s'est révélé, en définitive, éphémère et peu efficace. Les guerres en Afghanistan et en Irak ont démontré que la suprématie militaire ne se traduit pas automatiquement par des victoires politiques. « L'effondrement de l'Union soviétique a poussé les États-Unis à définir des objectifs politiques universels dans un monde apparemment unipolaire – admet désormais Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État – mais ces objectifs relevaient plus du slogan que de la faisabilité stratégique. [...] La crise financière contraindra tous les grands pays à réexaminer leur relation avec Washington. [...] Les États-Unis devront renoncer à leur rôle de tuteur autoproclamé et constater les limites de leur hégémonie¹. »

Par ailleurs, l'essor de la Chine et de l'Inde laisse présager que les jours des États-Unis comme première puissance économique mondiale sont comptés. En d'autres termes, Barack Obama aura à gérer, au milieu

1. « Le Monde en 2009 », *Courrier International – The Economist*, Paris, décembre 2008.

Introduction

de la plus grave crise économique depuis un siècle, la « nouvelle décadence » de son pays. Ce qui sera fort dangereux parce que les réactions d'un lion blessé sont toujours imprévisibles, et parce que « l'histoire prouve qu'il n'y a rien de bon à attendre des crises ; elles enfantent plus sûrement des Hitler ou des Staline que des Gandhi¹ ».

D'autant que la dépression économique ne va point améliorer le sort de la moitié de l'humanité qui se partage moins de 1 % de la richesse mondiale. Des explosions de colère et de violence sont donc à prévoir dans le versant Sud de la planète, dont les retombées n'épargneront pas les pays riches du Nord.

La crise fournit aussi un prétexte idéal aux industriels productivistes pour retarder la mise en œuvre de mesures destinées à réduire les gaz à effet de serre. Cela va donc accélérer le changement climatique, avec ses conséquences négatives.

Ce krach ne signifie peut-être pas la fin du capitalisme, qui en a connu d'autres et a réussi à s'en remettre. Mais il marque bien la fin de l'économie dérégulée, l'achèvement d'une ère : celle de l'ultralibéralisme, du capitalisme mafieux, et de la globalisation financière, dont les principales victimes, dans les pays développés, auront été les classes moyennes et les salariés. Ceux-ci, de surcroît, vont maintenant payer avec leurs impôts et leur épargne les plans de renflouement d'un système

1. Paul Ariès, « Leur récession n'est pas notre croissance... », *La Décroissance*, Lyon, octobre 2008.

Le Krach parfait

bancaire dopé à la spéculation et devenu fou. Et dont l'estocade a été portée, le 11 décembre 2008, par l'arrestation à New York de Bernard Madoff, un courtier légendaire, impliqué depuis cinquante ans dans une gigantesque fraude pyramidale évaluée à quelque 37,5 milliards d'euros... Beaucoup de gens ont le sentiment que l'État les abandonne alors qu'il sauve des banquiers coupables, récompensés de surcroît par de scandaleux « parachutes dorés ». Cette sensation d'injustice déclenche déjà des fureurs de masse comme on n'en avait pas vues depuis longtemps.

Est-ce un hasard si c'est au cri de « Des balles pour les jeunes, de l'argent pour les banques » que la jeunesse, en Grèce, est descendue dans les rues des principales villes pour protester contre la mort d'un adolescent tué par les forces de police, le 6 décembre 2008 ? Dans ce pays atteint de plein fouet par la crise actuelle, où – comme d'autres États de l'Union européenne – les salariés du secteur public sont frappés par les privatisations, où les fonctionnaires sont victimes de réductions budgétaires drastiques, où l'Université, le système des retraites et l'assurance-maladie sont menacés de privatisation et où les salaires restent bloqués¹, les jeunes Grecs en colère ont exprimé, à cette occasion, un ras-le-bol général contre un modèle économique et social qu'un professeur dénonçait en ces termes : « Nous en avons assez de voir nos vies saccagées². » Ce même modèle

1. *L'Humanité*, Paris, 11 décembre 2008.

2. *El País*, Madrid, 10 décembre 2008.

Introduction

étant à l'œuvre dans le reste de l'Union européenne, peut-on exclure que des émeutes de même nature se reproduisent dans d'autres pays ?

Aux États-Unis, explique Moisés Naïm, directeur de la revue *Foreign Policy*, « le sentiment dominant est au lynchage des “voleurs de Wall Street” et au refus des immigrés qui nous enlèvent “nos jobs”, des multinationales qui délocalisent “nos emplois” en Inde, et des riches qui ne paient pas assez d'impôts¹ ».

La crise sera longue. D'immenses souffrances sociales se produiront, qui ne doivent pas l'être en vain. C'est pourquoi il ne faudrait pas « gâcher » cette « occasion », mais profiter du choc pour changer enfin un système économique international et un modèle de développement inégaux et obsolètes. Et le refonder sur des bases plus justes, plus solidaires et plus démocratiques.

UNE RÉVOLUTION

L'écroulement de Wall Street et son « effet domino » planétaire sont comparables, dans la sphère financière, à ce qu'a représenté, dans le champ géopolitique, la chute du mur de Berlin : un changement de monde et un tournant copernicien. Cette débâcle représente pour le capitalisme ce que la chute de l'URSS a été pour le communisme. L'essayiste Emmanuel Todd le confirme : « Nous vivons un effondrement de l'ultralibéralisme

1. *El País*, Madrid, 30 novembre 2008.

Le Krach parfait

comparable à celui du modèle communiste vingt ans auparavant¹. »

L'économiste Immanuel Wallerstein est plus pessimiste : « Nous sommes entrés dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à faire système, au sens où l'entend Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors. Et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot crise à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin². » Bref, ce n'est pas juste une crise, c'est une révolution.

Il suffit de voir comment à Wall Street, dans le saint des saints du capitalisme, le dogme économique principal des dernières décennies, c'est-à-dire le pouvoir presque religieux du marché, est désormais mis en doute. Les plus grands manitous du panthéon financier,

1. Franck Dedieu et Béatrice Mathieu, « Entretien avec Emmanuel Todd », *L'Expansion*, novembre 2008.

2. Antoine Reverchon, « Entretien avec Immanuel Wallerstein », *Le Monde*, 12 octobre 2008.

Introduction

adorateurs habituellement transis du marché dérégulé, plient le genou, courbent l'échine, renient leur ancienne foi et implorent l'État de leur pardonner leurs péchés et de leur venir en aide. Tous se convertissent maintenant en masse aux thèses, hier encore considérées comme hérétiques ou archaïques, de l'économiste britannique John Maynard Keynes, partisan de l'intervention de l'État pour stimuler l'économie. Non sans hypocrisie, certains conspuent désormais des paradis fiscaux, vilipendent la capacité des *hedge funds*, et condamnent les émoluments abusifs des banquiers et des courtiers.

Le modèle des pays qui ont choisi le keynésianisme et maintenu un certain type de régulation économique est désormais revendiqué. « De la Corée du Sud à la Chine en passant par l'Inde – observe Christian Chavagneux –, les réussites économiques de ces dernières décennies ont été le fait de pays qui ont échappé au consensus libéral¹. » Et même si l'impact de la crise se fera sentir sur toute la planète, les économies où l'action de l'État a été mise au service du développement s'en sortiront probablement mieux. Il faut souligner, pour l'Amérique latine, l'intérêt de mécanismes comme l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), la Banque du Sud, la création, par les pays de l'ALBA, rejoints par l'Équateur, du Fonds de stabilisation et de réserve SUCRE (Système unitaire de compensation régionale) ou l'idée d'une banque de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), proposée par le président vénézuélien, Hugo Chávez.

1. *Alternatives économiques*, Dijon, novembre 2008.